

# Fétichisme & mondialisation

Stavros Tombazos, *Variations* n°3, 2002

La mondialisation néo-libérale des années 80 et 90 n'est certainement pas un simple mythe ou une idéologie. Elle a eu des conséquences négatives très réelles sur la classe ouvrière des pays développés et sur les pays du Sud et de l'Est. Le chômage et la pauvreté nouvelle, la « flexibilité » du temps et du marché du travail, la mise en question des mécanismes régulateurs de l'Etat keynésien, la stagnation quasi absolue dans les pays en développement pendant des décennies, la détérioration des termes de l'échange au détriment du « Tiers Monde » et sa prise en otage par la finance internationale, les crises « financières » et les désastres économiques, sociaux et écologiques qui en résultent, tous ces phénomènes ont été dévoilés et dénoncés comme produits de la mondialisation néo-libérale par maintes analyses critiques. Le développement social et mondial devient de plus en plus inégalitaire et en même temps de plus en plus fragile et vulnérable. Le temps court s'impose au temps long non seulement en économie, mais aussi en matière de ressources naturelles et de gestion environnementale.

Aux critiques de la mondialisation, on répond rarement avec des analyses documentées et des argumentations construites respectant la déontologie académique et les faits empiriques. La plupart du temps, les réponses s'inscrivent dans un autre registre. Dans la presse libérale, dans des revues comme *The Economist* par exemple, on trouve souvent des raisonnements ultra-simplistes du genre : « Si, dans nos sociétés libres et démocratiques, la majorité de la population ne profitait pas de la mondialisation, elle aurait voté pour une autre politique faisable, pour un gouvernement anti-mondialiste ». Il va donc de soi que dans le monde angélique du capital, la « majorité » estime nécessairement de manière correcte ses intérêts de long terme et elle a les moyens « démocratiques » de les imposer. Même si la « majorité » n'est pas tout à fait heureuse de la politique néo-libérale qui soutient la mondialisation, elle ne s'y oppose pas, car il n'y a pas de politique alternative réaliste. En tout cas, la majorité a par définition raison dans un monde postmoderne, où la notion de démocratie s'identifie au sondage d'opinion et l'opinion à l'essence des choses.

Force est de constater cependant que la légitimité sociale dont jouit la mondialisation n'est pas exclusivement attribuable à la presse écrite ou à la télévision, dont on ne veut diminuer l'importance dans le renforcement des représentations (*Vorstellungen*). Leur racine est plus profonde. Elle renvoie en fait à des mécanismes plus fondamentaux du capitalisme, que personne n'a analysé mieux que Marx. Dans cet article, on se propose donc à revenir à Marx et plus précisément à sa théorie du fétichisme (A), afin de mieux saisir l'aspect religieux de la mondialisation récente du capital. Celle-ci constitue, en dernière analyse, une dérive fondamentaliste de la marchandise, un progrès régressif, un anachronisme postmoderne (B). Le fétichisme et la mondialisation néo-libérale entretiennent un rapport à double sens. Le fétichisme est la base à partir de laquelle le processus de cette mondialisation a pu avoir lieu. Celle-ci, à son tour, le développe et l'approfondit.

## A. La marchandise comme religion : une interprétation de la théorie du fétichisme.

La théorie du fétichisme est loin d'être une « bizarrerie » du premier chapitre du *Capital*. Elle est omniprésente dans tout l'œuvre de maturité de Marx et constitue, pourrait-on dire, l'apport le plus essentiel de ce penseur à la théorie sociale moderne. Paradoxalement, les auteurs qui lui accordent l'importance qu'elle mérite sont très peu nombreux. Cela a des raisons profondes. Non seulement la théorie du fétichisme dérange par la force de son caractère critique, mais elle échappe complètement à la manière moderne de penser et aux morcellement des disciplines. S'agit-il d'une théorie sociologique ou économique ? S'agit-il d'une approche philosophique ou politique de la réalité ? Impossible de la ranger dans les tiroirs des disciplines universitaires, dans la fabrication desquels le capital n'est pas neutre. Le destin historique du fétichisme comme théorie est inversement proportionnel à sa réalité sociale. Plus il est socialement valable, moins sa théorie jouit du prestige qu'elle mérite. Plus le fétichisme social triomphe dans la connaissance elle-même, moins sa théorie peut être saisie. Il n'est donc pas étonnant qu'il y ait toujours quelque chose à dire sur cette théorie brillante et rationnelle, visant la réhabilitation de l'obscur et du mystique comme aspect fondamental d'une interprétation réaliste de la modernité.

Le fétichisme a, peut-on dire, trois aspects, trois dimensions qu'il est impossible de traiter séparément, car l'une finit dans l'autre : 1. la non-transparence ou, mieux, le déguisement des rapports sociaux ; 2. l'aliénation de l'homme (pas seulement de l'ouvrier) dans le capitalisme ou la réification des rapports sociaux ; 3. la personnification des choses. D'une manière plus « imagée » ou symbolique, on pourrait aussi bien dire : 1. le masque ; 2. la perte ; 3. la résurrection. L'interaction entre ces aspects ou, si l'on veut, leur interdépendance organique, est ce que l'on peut appeler « religion capitaliste moderne ».

Le premier chapitre du *Capital* est principalement une introduction générale à l'art du déguisement social. Le mode de production capitaliste s'annonce comme un immense bal masqué des produits de travail. Ceux-ci, grâce à leur déguisement original, deviennent marchandises. De ce point de vue, le déguisement n'est pas seulement un moment nécessaire à la reproduction d'ensemble, mais aussi l'acte inaugural du règne de la marchandise :

« La corvée est tout aussi bien mesurée par le temps que le travail qui produit les marchandises, mais chaque corvéable sait fort bien, sans recourir à un Adam Smith, que c'est une quantité déterminée de sa force de travail personnelle qu'il dépense au service de son maître. La dîme à fournir au prêtre et plus claire que la bénédiction du prêtre. De quelque manière donc qu'on juge les masques que portent les hommes dans cette société, les rapports sociaux des personnes dans leurs rapports respectifs s'affirment nettement comme leurs propres rapports personnels, au lieu de se déguiser en rapports sociaux des choses, des produits du travail. »<sup>1</sup>

Un des problèmes des lectures superficielles du *Capital* est de ne pas saisir le sens profond de tels passages qui n'abondent pas seulement au premier chapitre. Le déguisement est une propriété fondamentale du capital. Marx l'analyse tout au long des trois livres théoriques. Dans le mouvement dialectique de l'abstrait au concret, du processus de production à celui

1. Marx K., *Œuvres*, Économie, I, Pléiade, Ed. Gallimard, Paris 1963, p. 612.

de reproduction d'ensemble en passant par le processus de circulation, on n'apprend pas seulement à désigner des visages derrière les masques, on apprend aussi l'art complexe du déguisement.

Dans le premier volume du *Capital*, avant même d'entrer dans l'analyse de la production elle-même, nous sommes invités à réfléchir sur une certaine articulation complexe entre le présent et le passé dont surgissent les difficultés de compréhension de la nature du capital commercial, de la valeur et de la plus-value. Le capital commercial précède historiquement le capital industriel. Il devrait donc, en apparence, obéir à une logique indépendante du capital industriel. Le processus du capital commercial A-M-A', se déroulant uniquement dans la sphère de la circulation simple des marchandises, obscurcit déjà la source de la plus-value qui semble surgir dans la circulation elle-même. Bien sûr, il est facile à démontrer que les choses ne peuvent être ainsi, car le A-M-A' du capital commercial contredit toutes les lois de la circulation simple, fondée sur l'égalité juridique des échangistes et l'échange d'équivalents. Les contradictions de ce type sont le moteur de la démarche iconoclaste de la critique dans la recherche de la cohérence d'ensemble. Le capital commercial est un concept inconsistant, car il doit son intelligibilité à un rapport plus global qui est le capital industriel. Le capital commercial n'est qu'une simple fonction en apparence autonome du capital sous sa forme fondamentale, c'est-à-dire industrielle. Le présent récupère ici le passé et le charge de déterminations nouvelles.

Cependant, la non-transparence des rapports sociaux capitalistes est essentiellement liée à l'articulation complexe des temps proprement capitalistes.<sup>2</sup> La fonction essentielle du capital commercial est de raccourcir le temps de circulation du capital (le temps d'achat et le temps de vente des marchandises). Le temps de circulation est un temps « mort » quant à la valorisation du capital. Sa diminution économise du temps de travail social. Le temps ainsi épargné peut être consacré au travail productif. De ce point de vue, le travail dans le commerce est indirectement productif. Les activités commerciales en tant que telles ne produisent ni valeur, ni plus-value, ce qui n'empêche pas le commerçant, en pratique, de majorer le prix des marchandises et son taux de profit en fonction du temps de circulation. Alors que pour le capital productif, la production annuelle de valeur paraît ce qu'elle est, c'est-à-dire inversement proportionnelle au temps de rotation du capital, pour le capital commercial plus le temps de rotation est long plus le prix est élevé. Dans le mouvement du capital commercial le lien entre le temps du travail productif et le prix de la marchandise, le surtravail social et le profit, disparaît. Plus précisément, une partie du surtravail social se déguise en profit commercial.

L'exemple de ce masque n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres. En réalité, il n'y a strictement aucune notion développée dans le troisième livre du *Capital*, qui ne porte pas son propre masque. Toutes les notions triviales de la réalité économique concrète voilent les notions invisibles auxquelles elles doivent leur intelligibilité. La valeur se déguise en prix, la plus-value en profit, la valeur de la force de travail en salaire. Le processus de production et le temps de travail, le processus de circulation et le temps de circulation s'unissent dans leur déploiement simultané et ils forment des carrefours. Ils obscurcissent ainsi la scène sociale pour y projeter en même temps des images lumineuses illusives :

---

2. Voir aussi Tombazos S., *Le temps dans l'analyse économique. Les catégories du temps dans le Capital*, Société des saisons, Paris, 1994.

« Tous deux, le procès de production immédiat et le procès de circulation, s’emmêlent constamment, s’interpénètrent, estompant ainsi sans cesse leurs différences caractéristiques. La production de plus-value, comme celle de valeur en général, se charge dans le procès de circulation, nous l’avons déjà montré, de nouvelles déterminations ; le capital parcourt le cercle de ses métamorphoses ; finalement, il sort pour ainsi dire de sa vie organique intérieure pour entrer dans sa vie extérieure, dans les rapports où ce ne sont pas le capital et le travail, mais d’une part les capitaux et, d’autre part, les individus qui s’affrontent de nouveau comme simples acheteurs et vendeurs ; le temps de circulation et le temps de travail s’entrecroisent et semblent ainsi déterminer uniformément la plus value ; la forme originaire sous laquelle le capital et le travail s’affrontent est travestie par l’ingérence de relations en apparences indépendantes de cette forme ; quant à la plus-value, elle n’apparaît pas comme produit de l’appropriation du temps de travail, mais comme un excédent du prix de vente des marchandises sur le coup de production. »<sup>3</sup>

La tendance à la formation d’un taux de profit moyen et les prix de production qui en résultent effacent soigneusement les traces qui conduisent de la valeur au prix, de la plus-value au profit. Les lois de la concurrence, c’est-à-dire les lois de la « vie extérieure » du capital, remplacent en apparence les lois auxquelles elles doivent leur intelligibilité. « *Ainsi, dans la concurrence, tout paraît sens dessus dessous.* »<sup>4</sup> Sans les limites de la valeur et de la plus-value, « il est impossible de comprendre pourquoi la valeur et la plus-value ramènent le taux général de profit à tel niveau au lieu de tel autre, à 15 % au lieu de 1 500 %. »<sup>5</sup>

La démarche iconoclaste de la critique n’est cependant qu’un acquis de la pensée, pas de la société. En fait, nous n’avons pas à faire avec une non-transparence « passive ». Nous sommes présents dans une fête de carnaval, où les masques et les déguisements s’exposent au grand jour et où l’anonymat permet l’expression libre d’instincts primitifs, de désirs inavoués, d’exagérations honteuses.

Comme le capital commercial, le capital porteur d’intérêt précède historiquement le capital industriel. Le capital porteur d’intérêt cependant, examiné isolément, n’est qu’une relation mystique. La forme-argent, prise comme une chose matérielle et sensible, semble posséder la propriété occulte de se multiplier. Les droits accumulés sur le travail social sont, grâce à une loi divine et donc insaisissable, porteurs des droits croissants sur le travail futur. Que les choses ne peuvent être ainsi relève de l’évidence ? Peut-être. En tous cas, les manuels universitaires, au lieu de dénoncer cette vision de choses, la renforcent. La « science » officielle n’est-elle pas fondée sur les « trois facteurs de production et les rémunérations qui leur correspondent » ?

En fait, le regard subjectif du prêteur, qui voit son argent se multiplier sans la médiation du processus productif et du capital industriel, se croise avec celui de l’industriel qui calcule son profit « net », à partir de l’intérêt. Ainsi profit « net » de l’entreprise et intérêt sont calculés l’un à partir de l’autre. L’opposition entre travail nécessaire et surtravail est ainsi déguisée en une opposition imaginaire entre profit industriel, devenu profit d’entreprise, et profit financier, devenu intérêt.

3. K. Marx, *Le Capital*, livre III, Ed. sociales, Paris, 1979, p. 59. Traduction légèrement modifiée.

4. Marx K., *Œuvres*, Economie, II, Pléiade, Ed. Gallimard, Paris 1968, p. 998.

5. Ibidem, p. 1083.

À l'image des modalités imaginaires de la production de l'intérêt, un économiste néoclassique, E. von Böhm-Bawerk, a cru pouvoir déterminer l'origine du profit. Celui-ci est, comme l'intérêt, le « prix du temps » provenant de la « dépréciation objective du futur ». L'entrepreneur, selon cet économiste, achète le travail à son prix futur déprécié, car les produits du travail ne sont pas déjà fabriqués, ils ne sont pas actuels, alors que l'ouvrier achète avec son salaire des marchandises actuelles. Ainsi, le profit surgit dans les mains de l'entrepreneur. Au cours de la production, le temps passe et la « marchandise grandit à la hauteur de la valeur de la marchandise actuelle. »<sup>6</sup> Puisque je préfère avoir un montant d'argent aujourd'hui plutôt que demain, une marchandise actuelle plutôt qu'une marchandise future, le temps a nécessairement un prix proportionnel à sa durée. Plus le temps de rotation de la valeur est long, plus le profit augmente, exactement de la même manière que la qualité du vin s'améliore en fonction de son vieillissement. Pas seulement l'espace possède la propriété naturelle d'avoir un prix, mais aussi le temps. Voici une révolution dans la science économique, équivalente à celle de la théorie de la relativité dans la mécanique classique !

Chez Marx, l'opposition entre « capital industriel » et « capital financier » est d'abord une pure illusion. Comme l'intérêt n'est qu'une partie variable du profit industrielle, le « capital financier », dans toutes ses manifestations, n'est qu'une partie du capital industriel. Le capital financier ne s'ajoute pas par surcroît au capital industriel, mais une partie variable du capital industriel existe sous forme d'actif dans les livres des capitalistes financiers, parce qu'elle existe sous forme de passif dans la comptabilité industrielle. Quand le capital financier « augmente » le capital industriel ne « diminue pas ». Ce qui augmente ou diminue, c'est la partie variable du capital industrielle existant sous une double forme (actif et passif). Cela n'empêche pourtant pas le capital, « réduit à sa pure forme », de dicter sa loi :

« Alors que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value, que le capitaliste actif extorque au travailleur, c'est maintenant le contraire que l'on constate : l'intérêt semble être le fruit même du capital, l'élément originel, et le profit, devenu profit d'entreprise, fait figure de chose superfétatoire s'ajoutant accessoirement au processus de reproduction. Voilà le capital dans sa forme de fétiche et le fétichisme du capital dans toute leur perfection. En A-A', nous tenons la forme irrationnelle du capital, la perversion la plus monstrueuse des rapports de production mués en choses : le capital réduit à sa pure forme, la forme productive d'intérêt, sous laquelle il préside son propre processus de reproduction. »<sup>7</sup>

Comme le profit industriel et toutes ses composantes (profit financier, profit commercial, profit d'entreprise) sont les masques divers du surtravail, se déterminant l'un à partir de l'autre et voilant ainsi les traces de leur provenance, la rente foncière apparaît comme le produit naturel de la terre et enrichit le bal masqué des produits du travail. La terre elle-même ne produit pas seulement de pommes et de poires, elle produit au même titre aussi la rente. Les formes précapitalistes de rente n'ont rien de mystérieux. Lorsque le producteur travaille quelques journées de la semaine pour le propriétaire foncier, aucun effort de réflexion n'est nécessaire pour savoir que la rente est une partie de son travail. Lorsque

6. Böhm-Bawerk (von), E., *Positive Theorie des Kapitals*, Verlag der Wagner'schen Universität, 3ème édition, Innsbruck, 1912, p. 505.

7. Marx K., *Œuvres*, Economie, II, Pléiade, Ed. Gallimard, Paris 1968, p. 1152.

cependant, dans le capitalisme, la rente différentielle par exemple provenant de l'écart entre prix de production général des produits agricoles et prix de production individuel avantageux devient dépendante des conditions naturelles, telle la fertilité de la terre, la transparence disparaît. Les conditions naturelles avantageuses et purement accidentelles semblent produire, à côté de pommes de terre et au même titre, un revenu social proportionnel à leur avantage par rapport aux conditions moyennes. Un rapport social, le rapport de la propriété privée du sol, hérité de l'histoire, s'échange contre une partie de la plus-value capitaliste et ce faisant se déguise en propriété naturelle de la terre.

Comme le capital, pris non pas comme rapport social, mais, dans son sens vulgaire, comme une chose (argent, machines etc.) produit le profit, la propriété privée du sol, confondue à la terre elle-même, produit la rente. Et évidemment le salaire ne peut plus être autre chose que le prix du travail et non de la force du travail. D'où les fameux trois facteurs de production et leurs revenus. Dans cette triade mystique, voici le produit du travail capable d'acheter son producteur salarié. Voici la chose, qui fait figure, face au travailleur aliéné, de puissance étrangère et hostile, indépendante de lui, dans un marché que l'on appelle habituellement « marché du travail » et auquel il doit se soumettre pour obtenir le « prix de son travail », capable d'acheter l'homme. Dans la formule trinitaire, l'économie capitaliste renoue avec les meilleures traditions de la théologie chrétienne : le Père, le Fils et le Saint-Esprit, ou, si l'on préfère, le capital-profit (mieux capital-intérêt), le travail-salaire et la terre-rente. On comprend ainsi mieux le sens d'un passage du premier chapitre du *Capital*, où le désenchantement du monde est identifié au projet d'une humanisation communiste des rapports sociaux :

« La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect que le jour où s'y manifestera l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social. »<sup>8</sup>

On comprend ainsi mieux pourquoi le capitalisme est incompatible avec un projet radical de démystification. *La « raison » affronte aujourd'hui des obstacles beaucoup plus efficaces que celui de l'obscurantisme religieux classique* dans des formations sociales précapitalistes. *La marchandise moderne est elle-même une religion*, à laquelle s'ajoute accessoirement ce que reste des croyances plus anciennes. C'est d'ailleurs pour cette raison précise que Marx semble « sous-estimer » l'importance de l'Etat laïque, considérant la séparation de l'Etat plutôt comme une démarche inscrite dans la logique même du christianisme qu'un pas véritable vers le dépassement de la religion.<sup>9</sup>

De manière tout à fait explicite, la religion classique n'est chez Marx qu'un « complément » d'une religion universelle, inscrite dans les rapports de production capitalistes eux-mêmes. La première n'est qu'un héritage du passé, un anachronisme plutôt convenable pour le capital. Rien de plus.

« Une société où le produit du travail prend en général la forme des marchandises, et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer la valeur de leurs produits, et, sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres

8. Marx K., *Œuvres*, Economie, I, op. cit., p. 614.

9. Voir sur ce point Bourgeois B., *Philosophie et droits de l'homme, de Kant à Marx*, Puf, Paris, 1990.

leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme, avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable. »<sup>10</sup>

L'économie vulgaire formalise l'imaginaire social, « le caractère mystique » et les « arguties théologiques » de la marchandise, presque à leur état brut. Elle fournit l'attestation de la mort d'un sujet social morcelé en divers facteurs de production, ce qui ne l'empêche pas de présenter les morceaux juxtaposés du cadavre (c'est-à-dire du capital, du travail abstrait, comme sujet et cohérence d'ensemble) comme menant leur vie propre. Le fétichisme est à la fois le morcellement d'un sujet et la résurrection des matières mortes, la « transformation des rapports sociaux en choses » et la « personnification des choses ».

Cette interprétation du fétichisme est cependant trop unilatérale. Elle est encore trop affectée par le moment du négatif. La religion est une chose, le pouvoir de l'Eglise en est une autre. Il y a une dialectique implicite du maître et de l'esclave dans la théorie du fétichisme. La mystification des rapports sociaux et l'aliénation de l'homme qui en résulte est le milieu « naturel », lui-même produit par le capital, dans lequel s'exprime et se développe le capital comme sujet autonome et indépendant. Ce qui disparaît d'un côté apparaît de l'autre. C'est pourquoi, chez Marx, le fétichisme apparaît tantôt avec un « signe négatif », tantôt avec un « signe positif ».

D'une manière plus générale, il faut souligner que Marx n'oppose pas de manière traditionnelle l'« essence » aux « phénomènes », la « science » à « la représentation », l'« économie politique » à l'« économie vulgaire ». Le rapport d'opposition n'est qu'un moment dans une démarche méthodologique qui finit par intégrer la « représentation » dans la « science », l'« apparence » dans l'« essence ». La « science », la « science allemande » en tous cas, ne s'intéresse pas à la représentation seulement pour la dévoiler comme telle. Elle s'y intéresse aussi pour saisir et préciser sa fonction « positive » dans la reproduction des rapports sociaux. Le capitalisme n'est pas un système fondé sur la pure violence ou la violence ouverte. Il jouit au contraire d'une légitimité sociale en contraste avec le rapport non linéaire et automatique, parfois même carrément contradictoire, entre progrès économique et progrès social qui le caractérise. La production de la représentation n'y est pas pour rien. Elle est aussi nécessaire à la reproduction d'ensemble des rapports sociaux que la production de valeur et de plus-value. C'est pour cette raison précise que Marx, dans les travaux préparatoires du *Capital* et *Le Capital* lui-même, accorde une telle importance à la question de l'idéologie.

La logique dominante du *Capital* n'est pas celle de l'essence, mais celle du concept. Le langage de l'essence, ou de la réflexion, finit par poser un problème qu'elle ne peut résoudre. Si l'essence (l'explication) s'extériorisait imparfaitement dans le phénomène, le phénomène (ce qui doit être expliqué) posséderait nécessairement un aspect supplémentaire échappant à l'essence. Il serait donc une notion plus riche et non réductible à son explication rationnelle. La pensée reconnaîtrait ainsi sa propre défaite à expliquer le monde. L'essence et le phénomène doivent donc former une unité, le phénomène doit être « l'apparaître de l'essence en elle-même ». En d'autres termes, il est essentiel pour la valeur de se déguiser en prix. Le prix est le masque d'un visage qui ne peut apparaître sans son

---

10. Marx K., *Œuvres*, Economie, I, op. cit., pp. 613-614.

masque. Il est inscrit dans la nature de la plus-value de se déguiser en profit. La marchandise cache *nécessairement* le temps de surtravail, alors que le tchador voile *accidentellement* le visage de la femme afghane. Mais si l'essence finit par se reconnaître parfaitement dans le miroir de sa surface, qu'a-t-on gagné grâce à ce dualisme réflexif, sinon un dédoublement inutile des catégories ? L'apparition est « intériorisée » et l'essence « extériorisée », l'une et l'autre doivent former une identité que seul le concept peut exprimer. Dans le concept, il ne reste que la « mémoire » d'un rapport d'opposition. Le concept est un rapport supérieur. Il est nécessairement sujet et donc auto-production et non seulement explication du sens et de la réalité. Dans une logique conceptuelle<sup>11</sup>, il n'y a plus valeur et prix, mais le prix est un moment de la valeur dans le cercle de son auto-reproduction. La mystification n'est qu'un moment de la production de valeur par la valeur elle-même. C'est pour cette raison précise que le « signe négatif » du fétichisme est, en dernière analyse, sous l'égide de son signe « positif ». Autrement dit, la religion est un moment essentiel dans le pouvoir social bien réel de l'Eglise.

« Le caractère de valeur des produits du travail ne ressort en fait que lorsqu'ils se déterminent comme quantités de valeur. Ces dernières changent sans cesse, indépendamment de la volonté et des prévisions des producteurs aux yeux desquels leur propre mouvement social prend ainsi la forme d'un mouvement des choses, mouvement qui les mène bien loin qu'ils puissent le diriger. »<sup>12</sup>

« Mouvement des choses » ou pas, la perte du contrôle des producteurs sur leur propre avenir social est bien réelle. C'est pourquoi dans la société capitaliste, « la production et ses rapports régissent l'homme au lieu d'être régis par lui »<sup>13</sup>, c'est pourquoi le capital (ou le travail abstrait) est une « abstraction réelle », c'est-à-dire une rationalité vivante, un sujet autonome, dont l'aspect objectif et matériel est le travail individuel de l'homme : « le travail [...] n'apparaît pas comme le travail d'individus différents, mais ce sont ces individus qui paraissent être en travaillant de simples organes du travail. »<sup>14</sup>

A ce dédoublement des « signes » (positif et négatif) du fétichisme, correspond le « dédoublement » des hommes dont parle J.M. Vincent dans son dernier ouvrage :

« Ils ne voient pas vraiment ce qu'ils font car ils voient autre chose que ce qu'ils font. L'efficacité de leurs techniques de production leur masque le fait que la production sociale n'est pas une production tournée de façon préférentielle vers la satisfaction des besoins, mais une production pour la valorisation du capital. Fascinés par la valse ininterrompue des marchandises, ils vivent leur existence de façon hallucinée ou comme un rêve éveillé, se dédoublant eux-mêmes en êtres souffrants, souvent écrasés par les rapports de travail et ballottés par les événements, et en pratiquant le culte de la marchandise dans ses différents temples. »<sup>15</sup>

11. Comme nous l'avons montré ailleurs, Marx ne critique pas seulement les « apparences », mais aussi la division du monde en un monde de phénomènes et en un monde d'idées. La révolution hégélienne, dont Marx tire les leçons, met une fin à cette division qui a dominé la philosophie de Platon à Kant. Le capital chez Marx est le concept de l'économie capitaliste et la logique dominante du *Capital* est celle de la « Logique subjective » du second livre de la *Science de la logique* de Hegel. Sur ce point, voir Tombazos S., *Le temps dans l'analyse économique*, op. cit.

12. Marx K., *Œuvres*, Economie, I, op. cit., p. 608.

13. Ibidem, pp. 615-616.

14. Ibidem, p. 280.

15. Vincent J. M., *Un autre Marx. Après les marxismes*, Ed. Page deux, Lausanne, 2001, p. 8.

## B. La mondialisation comme dérive fondamentaliste de la marchandise

L'espace politique de l'homme est lui aussi en train d'être ballotté par l'événement de la mondialisation alors qu'il avait pu, dans une certaine mesure et dans certaines régions du monde, résister au fétichisme marchand et tempérer le culte de la marchandise durant les années de croissance de l'après-guerre. La mondialisation dissocie l'espace « habituel » et cohérent de l'exercice politique, l'Etat-nation, et l'espace économique de la valorisation du capital. Ainsi, l'« Etat-providence » national disparaît au profit d'un « marché-destin » mondial, alors que les projets de développement dans le « Tiers Monde », autrefois menés avec un certain succès, sont les premières victimes du fondamentalisme naissant de la marchandise mondialisée.

Il faut tout d'abord souligner que la mondialisation elle-même n'apparaît pas ce qu'elle est, car elle apparaît comme ce qu'elle n'est pas. Elle est déguisée en une phase nécessaire du développement de l'humanité, liée aux récentes innovations technologiques en matière d'informatique et de communication, dont l'ordinateur et l'Internet sont le symbole. D'où le discours sur la « nécessaire » modernisation de l'appareil productif et des régulations sociales qui lui correspondent. Par un étrange caprice des temps cependant, les nouveaux progrès technologiques sont associés à des transformations sociales régressives, c'est-à-dire à des dérégulations en matière de droit, de marché et de temps de travail, créant un environnement social qui, à bien des égards, rappelle le 19ème siècle. Le futur apparaît ainsi dans l'imaginaire populaire comme un retour à un passé authentique, où toutes les formes déjà vécues d'humiliation, de diminution et de mépris de l'homme sont combinées avec les technologies futuristes que l'on voit dans certains films de science-fiction et de catastrophe. Le fétichisme comme hallucination ou rêve éveillé de l'humanité se transforme, pour une bonne part d'elle, en cauchemar quotidiennement présenté par les chaînes de télévision. Et grâce au dédoublement de l'homme, dont nous avons parlé plus haut, il n'y a aucune contradiction dans le fait que celui-ci regarde avec plaisir toutes les versions télévisées possibles et imaginables, mais répétitives, de son propre cauchemar mondialisé, comme si l'on ne voulait pas rater les détails piquants de sa propre souffrance.

La mondialisation cependant n'est ni un phénomène linéaire dans l'histoire du capitalisme<sup>16</sup>, ni un processus téléologique. La mondialisation récente du capital est avant tout une politique correspondant à un choix social des classes dominantes des pays développés, elles-mêmes soumises à l'irrésistible charme de la marchandise. C'est bien le sommet de 1979 et la politique économique qui y a été décidée, qui a accéléré la mondialisation et l'a chargée de déterminations nouvelles, dans le contexte ambiant de la quatrième crise structurelle de l'histoire capitaliste. L'objectif annoncé de la nouvelle politique économique étant le contrôle strict de l'inflation, on commença à appliquer des politiques monétaires restrictives visant le rétablissement du taux de profit. Négatifs dans tous les pays capitalistes avancés durant les années 70 (sauf en Allemagne), les taux d'intérêts de long terme sur les titres publics remontent à entre 5 % et 7 % selon le pays dans les années 80. Une période de dévalorisation/concentration/centralisation du capital s'ouvre ainsi à travers une concurrence aiguisée (nationale et internationale) des entreprises

---

16. Voir, Bairoch Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, Paris, 1994.

productives d'autant plus dure que la mobilité du capital est grande, les douanes désarmées, les marchés libéralisés. Toutes ces évolutions résultent naturellement non pas d'un destin historique fatal, mais d'une politique bien précise. Les marchés des changes ne se sont pas déréglementés tout seuls et les entreprises publiques ne se sont pas spontanément privatisées, licenciant leur personnel excédentaire.

En Europe, ces évolutions, comme les inégalités sociales qu'elles engendrent ont été présentées comme le résultat d'une nécessité extérieure, c'est-à-dire de la mondialisation elle-même. On argumentait donc en faveur d'une mondialisation supplémentaire pour faire face à la mondialisation déjà existante. Comme toute argumentation fautive, celle-ci n'était pas complètement dénuée d'un élément de vérité. Il est vrai que le taux d'ouverture (les exportations divisées par le PIB) des économies européennes en 1980, de l'ordre de 27 % en Union européenne des 15 pays, n'a jamais été constaté dans l'histoire. Dans le contexte de la crise structurelle, la politique de relance keynésienne nationale perdait de son efficacité, puisqu'une partie importante de la demande dépendait des pays étrangers, qui en même temps profitaient de la relance de la consommation dans le pays appliquant cette politique. Cependant, ce taux d'ouverture comprenait aussi les échanges intra-européens. Si l'on les soustrait de ces 27 %, le taux d'ouverture de l'Union européenne des 15 pays n'était que 8,5 % en 1980<sup>17</sup>. Ce qui n'était peut être plus possible au niveau de la nation, était tout à fait possible au niveau de l'Union. Une autre politique économique au niveau européen était donc possible par la coordination internationale des politiques keynésiennes des Etats, qui devraient s'approfondir et se radicaliser pour faire face à une des caractéristiques fondamentales de l'onde régressive longue : la diminution des occasions d'investissement profitable liée à l'évolution structurelle de la demande vers des domaines à faible productivité, tel la santé, l'éducation, le loisir, l'écologie. Au lieu d'élargir l'espace libre du fétichisme marchand et soumettre davantage l'économie à des priorités d'une rationalité humaine, les Etats se sont pliés, l'un après l'autre, devant la « force supérieure » d'une « mondialisation » régionale. Pratiquant le dogme néo-libéral au lieu d'affronter la prédisposition fondamentaliste de la marchandise, ils ont permis sa dérive extrémiste récente.

La dérive fondamentaliste de la marchandise mondialisée apparaît déjà dans la « guerre des étoiles » des années 80. Les « bonnes années » de l'économie américaine de l'administration Reagan, après la récession généralisée du début de la décennie, n'étaient pas tellement le résultat des politiques néo-libérales, mais plutôt d'une certaine disjonction entre le dogme néo-libéral annoncé et défendu et la politique économique réelle des Etats-Unis, fondée sur un *policy mix* qui combinait certaines mesures néo-libérales (comme l'élévation des taux d'intérêts réels, l'austérité salariale, etc.) et un keynésianisme militaire. Dans ce contexte, l'abolition des obstacles à la mobilité internationale des capitaux était prioritaire pour les Etats-Unis, qui n'ont pas eu de difficultés particulières à l'imposer. En raison de l'hégémonie de leur monnaie nationale, les Etats-Unis pouvaient se permettre une politique économique qui conduisait à un double déficit : le déficit de la balance des transactions courantes (taux d'intérêts élevés, montée du dollar vis-à-vis du yen, du mark et des autres monnaies européennes) et le déficit budgétaire (allègement du taux d'imposition des entreprises, dépenses militaires). Le Japon et l'Europe, notamment l'Allemagne, financent le déficit budgétaire des Etats-Unis et « profitent » de l'expansion de leurs exportations aux Etats-

---

17. Voir European Commission, *European Economy*, « The EU Economy : 2000 review », n°71, Belgique, 2000.

Unis. Tout le monde semble ainsi tirer profit des dépenses militaires des Etats-Unis. Les moyens de destruction s'accumulent pour que la détérioration des conditions de vie ne s'accélère pas. Rien de plus normal dans le monde enchanté, sens dessus dessous, du capital. Ainsi, dans un très récent article, un ex-ministre grec de l'Economie grec, P. V. Roumeliotis, actuellement euro-député social-démocrate et représentant spécial de l'Union européenne aux Balkans, en tant qu'économiste sérieux ayant les pieds sur terre, ne voit aucun problème, aucun paradoxe, dans le raisonnement suivant :

« Le développement des nouveaux programmes d'armement et des programmes de sécurité des centres urbains devant les dangers de nouvelles attaques terroristes, créera de nouvelles occasions d'investissement. Il aura un effet positif sur l'emploi et la consommation. »<sup>18</sup>

Que Dieu bénisse O. Ben Laden, ses terroristes et Afghanistan ! Pas d'avenir sans barbares ! Ils offrent l'occasion au capital civilisé de s'investir sans entrer en contradiction avec ses principes moraux inflexibles, inhérents à sa croyance religieuse. La civilisation se définit ici implicitement par la supériorité de sa propre religion marchande par rapport à une autre religion plus classique. Et c'est justement ce sentiment de la supériorité de sa propre irrationalité religieuse engendrant l'arrogance qui définit le fondamentalisme de la marchandise. Au bal masqué international des marchandises, on y danse maintenant la valse macabre des fondamentalismes.

Les besoins des Etats-Unis à se faire financer par l'extérieur étaient le véritable moteur de la déréglementation permettant une plus grande mobilité internationale des capitaux et de la « titrisation » de l'économie. Les années 80 étaient celles d'une explosion des investissements étrangers entrecroisés entre les pays développés et en particulier des investissements de portefeuille, c'est-à-dire à caractère spéculatif. La finance directe semble ainsi dominer l'économie réelle et lui impose de nouveaux critères de gestion, la privatisation et la « titrisation » des entreprises publiques lui offrant de nouveaux champs internationaux d'investigation. Le « capital dans sa forme de fétiche et *le fétichisme du capital dans sa forme de perfection* » n'était pas, comme le pensait Marx, le capital-argent en apparence autonome, mais le capital financier globalisé des années récentes, c'est-à-dire le capital-argent en apparence autonome dans un contexte de crise, de financiarisation et de mondialisation, desquelles surgit un véritable « triangle infernal ».<sup>19</sup>

La crise structurelle est la cause des évolutions récentes, la mondialisation est la « recette », non tant du dépassement de la crise mais plutôt de son « exportation », et la financiarisation est le « médicament ». La finance directe met en branle tous les mécanismes traditionnels d'une redistribution de la valeur sociale en faveur des classes dominantes et des pays développés. C'est cette redistribution qui est sa fonction et non le financement de l'économie réelle<sup>20</sup>. Qui dirait que cette explosion de la finance directe des années 80 et 90 ne joue absolument aucun rôle dans le financement de l'économie réelle ? C'est pourtant ce qui se passe. Alors que dans la période 1952-1980 la finance directe finançait entre 1 % et 10 % de l'investissement du secteur non financier aux Etats-Unis, après 1980 elle ne finance plus rien. Entre 1980 et 1999, sa contribution au financement de l'investissement est même légèrement négative. Comment cela est-il possible ? Le secteur

18. Roumeliotis P.V., « La nouvelle page de l'économie mondiale », *Oikonomikos Taxydromos*, Athènes, 6/10/2001, p. 16.

19. Voir Duménil G. et Lévy D., (Sous la dir. de), *Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, Puf, Paris, 1999.

20. Voir Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise. Ordre et désordres néolibéraux*, Puf, 2000.

non financier, considéré comme un tout, émet des actions et achète des actions du secteur financier (banques, fonds d'investissement, etc.) et des ménages. En achetant ses propres actions antérieurement émises, il les annule de manière directe et n'a plus à concéder une partie de son profit sous forme de dividendes. En achetant les actions du secteur financier, il annule de manière indirecte ses émissions d'actions antérieures : il reçoit des dividendes du secteur non productif qui annulent une partie du profit que le secteur financier reçoit sous forme de dividendes. Lorsque donc, comme dans la période 1980-1999, les émissions nettes d'action (une fois que l'on soustrait les acquisitions d'action des émissions d'action) sont négatives, c'est plutôt l'économie réelle qui finance la finance. Et il ne s'agit pas ici d'une particularité de l'économie américaine. En France, depuis 1980, les émissions d'action nettes oscillent autour de zéro. Leur contribution au financement de l'investissement, si elle n'est pas carrément nulle, est négligeable. La fuite de revenus vers le secteur financier cependant est bien réelle. Cela n'est pas dû à la croissance de la part de la finance directe dans l'investissement, mais à la croissance de la part des dividendes dans le profit industriel, un phénomène directement lié à la politique monétaire restrictive de l'époque néo-libérale. Mais cette fuite accrue de profit vers la finance est le prix à payer dans un processus de restructuration nationale et mondiale du capital industriel.

Cette finance – avec ses nouveaux critères de gestion <sup>21</sup> – qui « domine », n'exprime donc nullement une opposition entre capital industriel et capital financier, car elle constitue la modalité concrète à travers laquelle le capital industriel se dévalorise, se concentre et se centralise au niveau national et international. Elle exprime la dérive fondamentaliste de la marchandise qui, devant les dangers de la crise, radicalise son discours. Dans les conditions de la crise, au lieu de se montrer plus tolérante et atténuer son langage dogmatique, comme d'autres religions ont pu le faire, la marchandise se radicalise dissociant l'espace de la valorisation de la valeur et l'espace politique. Les marchés mondialisés décident chaque jour et punissent les pécheurs (les entreprises et les Etats ne respectant pas les normes de rentabilité), alors que le citoyen est invité à voter tous les quatre ou cinq ans selon le pays. Et sur quoi est-il invité à voter, quand les décisions « réalistes » sont déjà définies par un espace économique mondialisé, qui par définition échappe à son contrôle politique réduit à l'espace national ? Comme si cette dissociation de l'espace économique et l'espace politique n'était pas déjà suffisante, on l'a institutionnalisée à travers l'indépendance de la banque centrale : on libère ainsi la banque centrale des pressions électorales nationales pour lui permettre de communiquer sans obstacles avec les marchés mondiaux. Ainsi, les Pères de l'Eglise-Banque, travaillant avec les modèles les plus perfectionnés de la théologie moderne, interprètent les paroles du Dieu universel et unique sans avoir à donner des explications aux croyants communs, qui ne parlent pas la langue divine, récemment dégradée à un espéranto qui, de loin, rappelle l'anglais (*options, swaps, futures*, etc.). Les rapports mondiaux qui « régissent l'homme au lieu d'être régis par lui » paraissent à l'économie officielle une nécessité aussi naturelle que le travail productif lui-même. Rien d'étonnant qu'elle traite les phases antérieures du capitalisme comme l'économie bourgeoise en général traitait les formations sociales précapitalistes, c'est-à-dire « comme les Pères de l'Eglise traitaient les religions qui avaient précédé le christianisme. » <sup>22</sup> La religion marchande est la phase imparfaite et naïve du fondamentalisme récent de la marchandise mondialisée.

21. Voir, en particulier, Chesnais F., Plihon D. (Sous la coord. de), *Les pièges de la finance mondiale. Diagnostics et remèdes*, Syros, Paris, 2000.

22. Marx K., *Œuvres*, Économie, I, op. cit., p. 616.

Cette dérive fondamentaliste de la marchandise, dissociant l'espace économique et l'espace classique de résistance et d'insoumission politique, sépare davantage le progrès économique et le progrès social au niveau national et mondial.

Depuis le changement de la politique économique des années 80, la productivité du travail augmente plus vite que le salaire dans les pays développés. Le taux de profit industriel est ainsi progressivement remonté. Dans quelques pays, il était à la fin des années 90 aussi élevé qu'au début des années 60. La croissance du PIB et l'absorption du chômage n'étaient cependant pas au rendez-vous, car, dit-on, la finance directe (dividendes) et indirecte (intérêts) confisque une partie trop élevée du profit industriel. Mais si la finance ne finance pas davantage l'économie que dans les années de croissance, et si les entreprises sont en train de diminuer le rapport de leurs dettes nettes à leurs capitaux propres (c'est bien le cas aujourd'hui), et si le « tiers Monde » finance le « premier Monde » au lieu d'être financé par lui, que fait-elle de ses revenus augmentés ? C'est simple. Elle les consomme. L'augmentation du chômage et de la pauvreté d'un côté est accompagnée d'une explosion de la consommation individuelle (ou assimilable à la consommation individuelle) de l'autre, une consommation qui ne se limite pas naturellement aux marchandises de luxe, car elle comprend le luxe de transformer une partie du travail productif en travail improductif au service du capital financier et au service de nouveaux et d'anciens riches, qui prend parfois des formes extrêmes, pas trop éloignées de l'esclavage. C'est pourquoi les indicateurs d'inégalités sociales ne cessent pas de croître. La cause de la crise résiste, car vingt années de néo-libéralisme n'ont pas créé des nouvelles occasions d'investissement profitable : il n'y pas de marchandises nouvelles capables de remplacer celles qui ont joué un rôle moteur dans l'onde expansive de l'après-guerre. La société veut parler une langue qu'elle ne maîtrise pas (santé, éducation, écologie, temps libre, loisirs), qui est sa langue « maternelle » refoulée dans l'obscurité de l'inconscient social, et que l'espéranto capitaliste ne peut ni comprendre, ni tolérer. La finance et la mondialisation néo-libérale qui y va de pair ne sont pas la cause de la crise, elles sont son prix social.

Cependant, comme il y a des classes sociales qui en profitent, il y a aussi des pays qui peuvent en profiter. Les Etats-Unis en sont le meilleur exemple. Ils sont le seul pays qui a connu dans les années 90 un cycle expansif de neuf années consécutives et des taux de croissance rappelant la belle époque. Ces performances de l'économie américaine sont en partie fondées sur des bases économiques solides. Le taux de profit industriel comme le taux de profit d'entreprise (calculé après soustraction des intérêts et des dividendes du profit industriel) sont comparables à ceux des années 60.<sup>23</sup> La « productivité globale », c'est-à-dire la moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital, connaissait un rythme de croissance annuel moyen de 1,5 % entre 1995-1999, alors qu'entre 1961-1973 celui-ci était de 1,6 %<sup>24</sup>. Ces performances de l'économie américaine (le taux de profit et la productivité) constituent les conditions nécessaires, mais pas suffisantes d'une éventuelle sortie de l'onde longue dépressive. Il manque un troisième facteur ou une troisième condition : c'est le marché qui « réalise » la valeur produite comprenant ce taux de profit élevé. Si aux Etats-Unis la consommation finale était au rendez-vous, c'était à cause de l'effondrement de l'épargne des ménages qui devint négative à la fin des années 90, ainsi que du surendettement de ces derniers, qui est maintenant trois fois supérieur à

23. Voir Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise*, op. cit..

24. Voir European Commission, *European Economy*, « The EU Economy : 2000 review », n°71, op. cit. et European Commission, *European Economy*, « Convergence Report », n°65, Belgique, 1998

l'ensemble de la dette extérieure des pays en voie de développement et de l'Est. Ce dynamisme de la consommation « empruntée » a provoqué un énorme déficit au niveau des transactions courantes des Etats-Unis qui de 2,3 % en 1998 est monté à 4,2 % du PIB en 2000. La récession en cours était donc préprogrammée (et n'est pas directement liée aux attaques terroristes du onze septembre, qui, sans doute, l'ont approfondi), car même les Etats-Unis ne peuvent accumuler leurs déficits à l'infini. Les Etats-Unis pouvaient boucher le trou de leurs transactions courantes au niveau de leur balance de paiements par l'importation nette des capitaux de l'Europe et du Japon. Ils « importent » ainsi la croissance et « exportent » la crise, réaffirmant en même temps la prédominance diplomatique, militaire et économique de l'impérialisme américain vis-à-vis des impérialismes de second rang et du reste du monde.

Quelques pays européens ont connu dans les années 90 des évolutions similaires à celles des Etats-Unis, notamment en ce qui concerne le taux de profit industriel et le taux de profit de l'entreprise. Cependant, c'est notamment une partie de la plus-value européenne qui finance l'investissement aux Etats-Unis. Pour la même raison donc que l'on ne peut exclure un nouveau cycle de croissance prononcée aux Etats-Unis après la récession en cours, on ne peut prévoir une évolution similaire en Europe. Le modèle américain ne peut être mécaniquement copié.

Cette séparation du progrès économique et du progrès social apparaît de manière encore plus frappante lorsqu'on examine les rapports Nord-Sud. Le changement de la politique économique et l'élévation des taux d'intérêts ont eu des conséquences dramatiques sur les pays en voie de développement endettés à des taux variables. Depuis, ils s'endettent pour payer leurs dettes, transférant au Nord, sur une base régulière, le service croissant d'une dette initialement composée, en large partie, par un simple recyclage de pétrodollars par les banques du Nord.

Selon G. Duménil et D. Lévy, la production en milliards de dollars<sup>25</sup> des pays en développement en 1996 n'avait pas encore atteint le niveau de 1979. Selon ce critère, les pays en développement ont perdu deux décennies de développement. Des recherches empiriques ont montré que la création d'un espace commun de valorisation ou la création de « zones franches » entre pays de niveau de développement trop inégal, entraîne, contrairement à la théorie officielle, un « effet d'éviction » et un « déni de production » dans les pays en développement. Celui-ci est lié à l'articulation contradictoire de l'espace de valorisation mondialisé. Les normes de productivité des secteurs exposés à la concurrence internationale sont imposées par le marché mondial, alors que la valeur de la force de travail est essentiellement déterminée par le marché du travail national. Quelques secteurs peuvent résister à la concurrence internationale et en tirer profit, mais ils sont loin de compenser l'effet d'éviction dans les secteurs plus traditionnels de « substitution d'importations ». Les créations d'emplois dans les premiers ne compensent pas les pertes d'emplois dans les derniers. Le déni de production qui en résulte « consiste à ne pas satisfaire une demande sociale qui serait solvable au regard de l'offre nationale et de son niveau moyen de productivité, mais ne parvient pas à se hisser au niveau des normes

---

25. En dollars de 1992, *Crise et sortie de crise*, op. cit., p. 115.

hypercompétitives édictées par le marché mondial. »<sup>26</sup> Le développement mondial devient ainsi plus « combiné » peut-être, mais surtout beaucoup plus inégal.

En fait, les crises économiques des pays de l'Amérique latine et du Sud-Est asiatique des années 90, malgré la particularité de chaque cas, résultent essentiellement de leur insertion contradictoire dans un espace de valorisation mondial provoquant une croissance de leurs déficits des transactions courantes, combinée à un mode de financement extérieur de leurs investissements, impliquant l'indexation de leurs monnaies nationales au dollar. Ces crises, comme la « crise de la dette » dans les années 80, sont gérées par le FMI par des méthodes aussi « efficaces » que les tortures de la sainte inquisition : plans d'ajustements, licenciements, suppressions des subventions aux produits et aux services de première nécessité, privatisations à des prix avantageux pour le capital international, etc. Au nom des lois sacrées de la concurrence internationale et de la finance mondiale privée, une organisation internationale officielle intervient pour rétablir l'ordre selon les exigences fondamentalistes récemment établies.

Cette notion des « lois sacrées » doit être prise au pied de la lettre. La déforestation accélérée dans les pays du Tiers Monde, suite au problème de la dette<sup>27</sup>, rendant l'effet de serre encore plus menaçant, ne semble gêner sérieusement aucun gouvernement du Nord, car ils préfèrent risquer à long terme l'avenir de la planète plutôt que se comporter avec manque de respect devant les principes religieux de la marchandise. Ils préfèrent diminuer les dépenses sociales et supporter l'instabilité des marchés de capitaux plutôt que d'imposer la taxe Tobin, limitant la sacro-sainte mobilité internationale des capitaux. Ils préfèrent que des millions de personnes dans le Tiers Monde meurent du Sida plutôt que de permettre au Brésil et à l'Afrique du Sud d'exporter les médicaments contre le Sida à bon prix, car ceci serait une insulte à la loi sacrée de la « propriété privée intellectuelle » des multinationales pharmaceutiques qui ont consacré des sommes importantes à la recherche scientifique et à la découverte de ces médicaments (des sommes s'élevant à un tiers du montant de leurs campagnes publicitaires). Ils préfèrent mener la guerre contre la Colombie et l'Afghanistan plutôt que de contrôler les paradis fiscaux qui, entre autres, blanchissent l'argent du commerce de la drogue et dissimulent le financement des activités terroristes. En revanche, ils n'ont eu aucun problème de soutenir activement l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) et les propositions de réformes du commerce international, « discrètement » préparées par les multinationales et l'OMC, qui sans aucun doute auraient radicalisé encore le fondamentalisme de la marchandise mondialisée. *Comment interpréter tous ces choix sans faire intervenir dans l'analyse le facteur d'une irrationalité religieuse, où certaines choses qui devraient relever de l'évidence deviennent des sacrilèges ?*

Jamais les inégalités nationales et internationales n'étaient aussi frappantes qu'aujourd'hui et jamais l'on n'a fait autant d'effort pour les développer davantage :

« Les 20 % d'êtres humains les plus riches du monde se partagent aujourd'hui 85 % du revenu mondial, alors que les 20 % les plus pauvres se contentent de 1,4 % de ce même revenu. La situation ne fait qu'empirer depuis l'émergence de la globalisation financière : entre 1987 et

26. Husson M, *Le grand bluff capitaliste*, La Dispute, Paris, 2001, p. 71. Voir aussi, Husson M. « Une péréquation à l'échelle mondiale ? Formes contemporaines du travail socialement nécessaire », in Duménil G. et Lévy D., (Sous la dir. de), *Le triangle infernal*, op. cit.

27. Voir sur ce point George S., *L'effet Boomerang. Choc en retour de la dette du tiers monde*, La Découverte, Paris, 1994.

1999, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté absolue (évalué par la Banque mondiale à un dollar par jour) est passé de 1,2 à 1,5 milliard ; 3 milliards de personnes (soit un être humain sur deux) vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars quotidiens ! »<sup>28</sup>

Dans ces conditions, il n'y a pas de quoi s'étonner des attaques terroristes du 11 septembre. Sont-elles condamnables ? Certes. Sont-elles irrationnelles ? Sans aucun doute. Sont-elles incompréhensibles ? Pas du tout. Elles sont la réponse aveugle aux lois sacrées tout aussi aveugles du fondamentalisme marchand. Cependant, nous sommes loin d'avoir une « guerre de civilisation » pour la simple raison que la civilisation capitaliste est universelle et traverse ses compléments religieux divers en déterminant les enjeux. Le fondamentalisme musulman (et non la religion musulmane) s'y oppose pour des raisons circonstancielles. Étant lui-même le produit d'une conjoncture historique favorable, il offre une issue des tensions sociales, illusoire, obscurantiste et réactionnaire. Mais les réactions de ce type ne sont pas nécessairement « musulmanes » : « Que je meure avec les Philistins » n'est pas une phrase du Coran, mais de l'Ancien Testament. Elle décrit la psychologie de l'acte kamikaze de Samson et la fierté de l'insoumission qui s'y exprime. Elles ne sont pas non plus nécessairement religieuses. Des réactions racistes criminelles sont déjà à l'ordre du jour en Allemagne. Ses victimes cependant, en général des immigrés turcs, n'appartiennent pas au « peuple élu », et s'offrent moins à une exploitation médiatique. Le nationalisme chauvin fait irruption au cœur de l'Europe et gagne les élections en Autriche.

Comme le note Daniel Bensaid, ce type de réaction n'est ni nouveau, ni original. L'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle en est pleine. De toute manière, s'il y a aujourd'hui quelque chose à critiquer dans l'analyse déjà « classique » de Hannah Arendt, cette critique se limite à la forme hypothétique de sa phrase :

« Le danger est qu'une civilisation globale, cordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein, à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie, qui en dépit des apparences, sont des conditions de vie sauvages. »<sup>29</sup>

Cette « civilisation globale » est à l'origine d'un déplacement du centre de gravité de l'action politique qui de plus en plus se déploie dans un espace institutionnel international relativement vide. Ce déficit institutionnel, comme chaque déficit d'un espace de droit bien défini, est rempli par la force et la croyance. « *We are the good guys* » disait le président des États-Unis avant de mener sa croisade contre le peuple afghan. Version populaire du « peuple élu », cette incontestable évidence se substitue à un « droit international » qui ne peut être que déficitaire, car les grandes puissances n'ont aucun intérêt à limiter délibérément leur marge de manœuvres. On répond donc aux « barbares » fondamentalistes que la « civilisation globale » a elle-même créée avec l'armée et la police. L'Europe se dépêche maintenant de créer son armée « personnelle » pour défendre ses frontières contre l'immigration clandestine et pour mieux servir aux Américains dans la « gestion de crises » à l'échelle de la planète. Comme on l'a déjà vu d'ailleurs, les dépenses militaires et les mesures policières contre le terrorisme « ont un effet positif sur l'investissement et la consommation ». Répétons donc à haute voix avec le président des États-Unis : « *God bless America* ».

---

28. Zacharie A., Toussaint E. (sous la dir. de), *Le bateau ivre de la mondialisation. Escales au sein du village planétaire*, CADTM/Syllepse, Bruxelles/Paris, 2000, p. 9.

29. Bensaid D., *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Les Editions de la Passion, Paris, 1995. H. Arendt est citée par D. Bensaid, p. 153.